

Annexe

GRAND CONSEIL

2013-DICS-18

Propositions de la commission parlementaire

Projet de loi modifiant la loi sur l'Université

La commission parlementaire ordinaire,

composée de Sabrina Fellmann, Giovanna Garghentini Python, Pierre-André Grandgirard, Bernadette Hänni-Fischer, Nicolas Kolly, Yves Menoud, Thomas Rauber, André Schneuwly, Antoinette de Weck et Michel Zadory, sous la présidence de Didier Castella,

fait les propositions suivantes au Grand Conseil :

Entrée en matière

Tacitement, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de loi.

Propositions acceptées (projet bis)

La commission propose au Grand Conseil de modifier ce projet de loi comme suit :

Art. 1

La loi du 19 novembre 1997 sur l'Université (RSF 430.1) est modifiée comme il suit :

Art. 10a (nouveau) d) Fonds de l'innovation et du développement

... Ce fonds, qui est plafonné selon une limite fixée dans son règlement d'utilisation, est alimenté par le budget et par la moitié de la part non utilisée du budget annuel, qui reste acquise à l'Université. Le Conseil d'Etat peut affecter une plus grande proportion du budget non utilisé au fonds de l'Université, s'il y a une justification suffisante.

Anhang

GROSSER RAT

2013-DICS-18

Antrag der parlamentarischen Kommission

Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes über die Universität

Die ordentliche parlamentarische Kommission

unter dem Präsidium von Didier Castella und mit den Mitgliedern Sabrina Fellmann, Giovanna Garghentini Python, Pierre-André Grandgirard, Bernadette Hänni-Fischer, Nicolas Kolly, Yves Menoud, Thomas Rauber, André Schneuwly, Antoinette de Weck und Michel Zadory

stellt dem Grossen Rat folgenden Antrag:

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Gesetzesentwurf einzutreten.

Angenommene Anträge (projet bis)

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat, diesen Gesetzesentwurf wie folgt zu ändern:

Art. 1

Das Gesetz vom 19. November 1997 über die Universität (SGF 430.1) wird wie folgt geändert:

Art. 10a (neu) d) Innovations- und Entwicklungsfonds

... Dieser Fonds, dessen Obergrenze im entsprechenden Reglement festgelegt ist, wird gespeist durch das ordentliche Staatsbudget und durch die Hälfte des nicht verwendeten Anteils des Jahresbudgets der Universität. Der Staatsrat kann einen grösseren Anteil des nicht verwendeten Budgets dem Universitätsfonds zuteilen, wenn das hinreichend begründet ist.

<p>Art. 10b (nouveau) Taxes et émoluments</p> <p>³ Il peut être tenu compte du domicile extracantonal des étudiants. Des taxes plus élevées peuvent, dans le respect des traités internationaux et des accords intercantonaux, être prélevées pour les étudiants non titulaires d'un permis d'établissement.</p>	<p>A2</p>	<p>Art. 10b (neu) Gebühren</p> <p>³ Die Universität kann dabei den ausserkantonalen Wohnsitz der Studierenden berücksichtigen. Von Studierenden, die nicht im Besitz einer Niederlassungsbewilligung sind, können höhere Gebühren erhoben werden; internationale Verträge und interkantonale Vereinbarungen bleiben vorbehalten.</p>
<p>Art. 19 Fin des rapports de service</p> <p>² Les membres du corps professoral et <u>du corps des collaborateurs</u> scientifiques permanents ne peuvent donner leur démission que pour la fin d'un semestre ...</p>	<p>A3</p>	<p>Art. 19 Beendigung des Dienstverhältnisses</p> <p>² Die Mitglieder der Professorenschaft und <u>der</u> ständigen wissenschaftlichen Mitarbeitenden können ihren Rücktritt nur auf das Ende eines Semesters ...</p>
<p>Art. 31 al. 1 à 3 Sénat a) Composition</p> <p>² Les membres désignés par l'Etat sont choisis en dehors de l'Université et sont élus pour quatre ans. Trois d'entre eux sont élus par le Grand Conseil ; les trois autres sont élus par le Conseil d'Etat. Tous sont choisis en fonction de leurs compétences scientifiques, culturelles, économiques ou sociales. Un d'entre eux au moins est choisi hors canton.</p>	<p>A4</p>	<p>Art. 31 Abs. 1 - 3 Senat a) Zusammensetzung</p> <p>² Die vom Staat bezeichneten Mitglieder werden von ausserhalb der Universität und für eine Amtsdauer von vier Jahren gewählt. Drei von ihnen werden vom Grosse Rat und die drei übrigen vom Staatsrat gewählt. Alle werden aufgrund ihrer wissenschaftlichen, kulturellen, wirtschaftlichen und sozialen Kompetenzen ausgewählt. Mindestens eines von ihnen stammt von ausserhalb des Kantons.</p>
<p>Art. 38 Rectorat e) Administration centrale</p> <p>L'administration centrale, qui doit être <u>est</u> organisée de manière rationnelle, efficace et transparente; <u>Elle</u> exécute les tâches qui lui sont confiées par le Rectorat, le recteur ou les personnes désignées par lui.</p>	<p>A5</p>	<p>Art. 38 Rektorat e) Zentrale Verwaltung</p> <p>Die zentrale Verwaltung, die ist <u>ist</u> rationell, effizient und transparent organisiert sein soll. <u>Sie</u> führt die Aufgaben aus, die ihr vom Rectorat, vom Rektor oder von den von ihm bezeichneten Personen übertragen werden.</p>
<p>Art. 44 al. 1 et 2 Organisation a) En général</p> <p><i>Ne concerne que le texte allemand.</i></p>	<p>A6</p>	<p>Art. 44 Abs. 1 und 2 Organisation a) Allgemeines</p> <p>² In Belangen, die in den Zuständigkeitsbereich der zentralen Organe fallen, aber <u>besonders</u> eine Fakultät besonders betreffen, wird diese angehört.</p>
<p>Art. 46 al. 1 et 3 let. a c) Doyen</p> <p>¹ Le doyen de la faculté est choisi parmi les membres du corps professoral de la faculté. Il est élu au moins pour <u>quatre trois</u> ans et est rééligible. Le recteur ratifie son élection. Le doyen est libéré partiellement de ses tâches d'enseignement et de recherche.</p>	<p>A7</p>	<p>Art. 46 Abs. 1 und 3 Bst. a c) Dekan</p> <p>¹ Der Dekan der Fakultät wird aus den Mitgliedern der Professorenschaft der Fakultät gewählt. Er wird für mindestens <u>vier drei</u> Jahre gewählt und kann wiedergewählt werden. Der Rektor bestätigt die Wahl des Dekans. Dieser wird von seinen Lehr- und Forschungsaufgaben teilweise befreit.</p>

Vote final

Par 9 voix contre 2 et sans abstention, la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de loi tel qu'il sort de ses délibérations (projet bis).

Catégorisation du débat

La Commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

Propositions de minorité

Une minorité de la commission propose en outre au Grand Conseil de modifier ce projet de loi comme suit :

Art. 17 al. 1 Corps professoral - Engagement

¹ Les membres du corps professoral sont engagés par le Rectorat, sur la proposition de la faculté. L'engagement est soumis à l'approbation du Conseil d'Etat.

A10

Schlussabstimmung

Mit 9 zu 2 Stimmen und ohne Enthaltung beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Gesetzesentwurf in der Fassung, die aus ihren Beratungen hervorgegangen ist (Projet bis), anzunehmen.

Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

Minderheitsanträge

Eine Kommissionsminderheit beantragt dem Grossen Rat ausserdem, diesen Gesetzesentwurf wie folgt zu ändern:

Art. 17 Abs. 1 Professorenschaft - Anstellung

¹ Die Mitglieder der Professorenschaft werden vom Rectorat auf Antrag der Fakultät angestellt. Die Anstellung muss vom Staatsrat genehmigt werden.

Propositions refusées

Les propositions suivantes ont été rejetées par la commission :

Art. 10b (nouveau) Taxes et émoluments

³ ~~Il peut être tenu compte du domicile extracantonal des étudiants. Des taxes plus élevées doivent, dans le respect des traités internationaux et des accords intercantonaux, être prélevées pour les étudiants non titulaires d'un permis d'établissement.~~

Art. 17 al. 1 Corps professoral - Engagement

¹ Les membres du corps professoral sont engagés par ~~le Rectorat la Direction~~, sur la proposition de la faculté ~~et le préavis du Rectorat~~. Cette décision est soumise à l'approbation du Conseil d'Etat.

Art. 17 al. 1 Corps professoral - Engagement

¹ Les membres du corps professoral sont engagés par le Rectorat, sur la proposition de la faculté. L'engagement est soumis à l'approbation du Conseil d'Etat.

Abgelehnte Anträge

Folgende Anträge wurden von der Kommission verworfen :

Art. 10b (neu) Gebühren

Antrag in französischer Sprache eingereicht.

Art. 17 Abs. 1 Professorenschaft - Anstellung

Antrag in französischer Sprache eingereicht.

Art. 17 Abs. 1 Professorenschaft - Anstellung

Antrag in französischer Sprache eingereicht.

A8

A9

A10

Résultats des votes

Les propositions suivantes ont été mises aux voix :

Première lecture

La proposition A1, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 9 voix contre 1 et 1 abstention.

La proposition A2, opposée à la proposition A8, est acceptée par 9 voix contre 2 et 0 abstention.

La proposition A2, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.

La version initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A9, est acceptée par 7 voix contre 4 et 0 abstention.

La proposition A3, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.

La proposition A4, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 10 voix contre 0 et 1 abstention.

La proposition A5, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.

La proposition A6, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 10 voix contre 0 et 1 abstention.

La proposition A7, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.

Deuxième lecture

La version initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A10 est acceptée par 7 voix contre 4 et 0 abstention.

Abstimmungsergebnisse

Die Kommission hat über folgende Anträge abgestimmt:

Erste Lesung

A1
CE Antrag A1 obsiegt gegen die ursprüngliche Fassung des Staatsrats mit 9 gegen 1 Stimmen bei 1 Enthaltung.

A2
A8 Antrag A2 obsiegt gegen Antrag A8 mit 9 gegen 2 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

A2
CE Antrag A2 obsiegt gegen die ursprüngliche Fassung des Staatsrats mit 11 gegen 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

CE
A9 Die ursprüngliche Fassung des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A9 mit 7 gegen 4 Stimmen und 0 Enthaltungen.

A3
CE Antrag A3 obsiegt gegen die ursprüngliche Fassung des Staatsrats mit 11 gegen 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

A4
CE Antrag A4 obsiegt gegen die ursprüngliche Fassung des Staatsrats mit 10 gegen 0 Stimmen bei 1 Enthaltung.

A5
CE Antrag A5 obsiegt gegen die ursprüngliche Fassung des Staatsrats mit 11 gegen 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

A6
CE Antrag A6 obsiegt gegen die Urfassung des Staatsrats mit 10 gegen 0 Stimmen bei 1 Enthaltung.

A7
CE Antrag A7 obsiegt gegen die ursprüngliche Fassung des Staatsrats mit 11 gegen 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

Zweite Lesung

CE
A10 Die ursprüngliche Fassung des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A10 mit 7 gegen 4 Stimmen und 0 Enthaltungen.

Le 14 février 2014

Den 14. Februar 2014

